

Brexit : cup of tea et lobbying à Bruxelles

Les Britanniques occupent beaucoup de postes-clés au sein des institutions européennes, où leur influence est, de fait, importante.

PAR NOTRE CORRESPONDANTE À BRUXELLES, **LORELINE MERELLE**

Modifié le 09/05/2016 à 14:31 - Publié le 09/05/2016 à 14:05 | Le Point



OFFRE SPÉCIALE : 1 AN D'ABONNEMENT + 1 TABLETTE OFFERTE

Depuis leur adhésion à l'Union européenne, en 1973, les Britanniques n'ont cessé de cultiver leur influence au cœur des institutions européennes et dans les cabinets de lobbying. Le directeur de la Fondation Robert-Schuman à Bruxelles, Charles de Marcilly, va jusqu'à dire qu'ils ont exporté à Bruxelles les techniques des groupes de pression, en dirigeant « les premiers cabinets de lobbying au début des années 90 sur la libéralisation des marchés ».

À la Commission, les Britanniques sont partout, moins par le nombre que par les postes qu'ils occupent. Nommé par Jean-Claude Juncker en 2014 au portefeuille des Marchés financiers, lord Jonathan Hill est un symbole à lui tout seul. « On ne sait jamais s'il porte la casquette européenne ou le caleçon britannique », rapporte Charles de Marcilly. Au Parlement, même stratégie. Ils président ainsi la commission du Marché intérieur depuis plus de dix ans, une rareté. Et les eurodéputés d'outre-Manche sont bien plus nombreux en proportion à habiter dans la capitale bruxelloise et à y avoir investi que leurs homologues français férus du Thalys.

Le fameux rabais thatchérien

Les Britanniques savent défendre leurs intérêts, et pas seulement en matière budgétaire avec leur fameux rabais thatchérien. Un exemple récent : s'ils participent activement à la réadmission des Syriens dans le cadre de l'accord UE-Turquie conclu en mars, ils ne participeront pas à l'accord de libéralisation des visas pour la Turquie, pourtant considéré par Ankara comme une contrepartie à l'accord. Leur « option de retrait » (opt-out) sur la politique d'asile européenne, qu'ils partagent avec l'Irlande et le Danemark, leur laisse le champ libre.

De même, si le Royaume-Uni reçoit des fonds européens, le gouvernement britannique ne le dit pas toujours à sa population. Ce qui a le don d'énervier la professeure de droit Philippa Watson, secrétaire de l'association britannique de droit européen Ukael. Selon elle, la Commission laisse passer une infraction juridique qui alimente la méconnaissance de la majorité de la population sur l'Europe. « Si vous obtenez le financement de projets par des fonds européens, il faut reconnaître la source de ce financement. C'est une obligation légale et une condition pour le

recevoir. Or je n'ai jamais vu au Royaume-Uni une affiche où est marqué « Financé par l'Union européenne » comme vous le voyez en France ou ailleurs. »

Quid des milliers de fonctionnaires britanniques ?

Les Britanniques savent aussi se rendre utiles quand il le faut. « Lorsque j'étais lobbyiste dans une fédération professionnelle, les Britanniques étaient très forts quand il fallait relire le document final, raconte Charles de Marcilly. Ils changeaient cinq phrases, ce n'était pas beaucoup, mais ça allait dans un sens qui n'était pas forcément celui d'avant. Une influence discrète mais efficace. »

Ce n'est pas un hasard si on les retrouve à la DG de la traduction de la Commission européenne. Comparés à leurs collègues, les traducteurs britanniques s'occupent en grande partie des documents qui viennent des États membres, et non des documents internes. Tous ne passent pas forcément par le service central de traduction, indique une source européenne : « Quand il y a un anglophone dans une direction générale, plutôt que de faire passer un document par le circuit officiel de traduction, il est traduit directement en interne. » Certes, comme le fait remarquer un traducteur de l'institution, il a toujours existé une section anglaise dans les institutions européennes, avant même l'entrée du Royaume-Uni dans l'UE. Brexit ou pas, des Britanniques devront donc rester pour traduire les documents. « D'autant que les Irlandais ne sont pas assez nombreux », glisse Félix Gérardon, de l'Union syndicale.

Les traducteurs britanniques au sein de l'institution ne sont ainsi pas les plus inquiets quant au Brexit. Bien moins que leurs collègues qui enchaînent les réunions d'information sur les conséquences possibles du 23 juin, organisées par les dizaines de syndicats que compte la fonction publique européenne. Car ces quelques milliers de fonctionnaires britanniques dont le pays ne ferait plus partie de l'Union peuvent être démis d'office au titre de l'article 49 du traité. « Du jour au lendemain, ils se retrouveraient sans Sécurité sociale », indique le syndicaliste. Une version plus soft serait le non-renouvellement du CDD pour les contractuels ou la retraite anticipée à 58 ans. Tout dépend de la négociation qui suivra le vote du 23 juin et qui pourrait durer de longues années.

Le plan B(rexit) n'est pas envisagé

Si étonnant que ça puisse paraître, le plan B(rexit) n'est pas envisagé. « On sait pour le plan A si on reste, mais pour le plan B, on ne sait pas », affirme Philippa Watson. Le traité de Lisbonne prévoit effectivement deux ans de négociations en cas de départ, renouvelable à l'unanimité des États membres. « Vous avez juste le temps de choisir votre agenda, vos négociateurs et vos aides juridiques. » Difficile en effet de croire que les négociations dureront deux ans, comme cela fut le cas pour le Groenland, qui avait, en 1985, choisi la porte de sortie des communautés européennes.

Jonathan Hill, commissaire aux Services financiers



Jusqu'à-là particulièrement méconnu au-delà des cercles de Westminster, ce lord conservateur, ami de Cameron, s'est vu nommer – à la surprise générale – à la Commission européenne pour gérer les services financiers et le projet d'union bancaire, porté auparavant par Michel Barnier. Pour plusieurs observateurs, il est

l'homme de paille de la City et du lobby bancaire.

Simon Jowers, chef du secteur financier Europe de HSBC



Sur son compte Twitter, l'ancien expert détaché de la Commission européenne se dit « favorable à l'appartenance à l'UE, avec des réformes ». Ce quinquagénaire qui a passé le plus clair de sa carrière au



... passe le plus clair de sa carrière au ministère des Finances de son pays est lobbyiste pour la banque britannique.

Peter Guilford, directeur du lobby Gplus Europe



Ex-journaliste, il a monté la branche européenne de Gplus, qui a investi près de 3 millions d'euros en lobbying à Bruxelles, selon Transparency - International. Il a maintenant pour principal client le russe Gazprom.

Syed Kamall, leader du parti CRE



Ce musulman, indo-guyanais, dirige le troisième parti du Parlement européen, celui des Conservateurs et des réformistes. Il a pris une position favorable au Brexit, à la consternation d'une grande partie de ses homologues.

Jonathan Faull, artisan de l'accord du 19 février



Geoff Meade, journaliste



Tout le monde le connaît dans les cercles européens. Depuis son arrivée en 1979, il arpente les couloirs pour la Press Association, mais aussi pour ..



son propre compte, comme consultant. L'UE lui a même inspiré une pièce de théâtre.

Andrew Duff, fédéraliste jusqu'au bout



Quand il tient une conférence, il fait salle comble. Il garde sa double casquette d'eurodéputé libéral et de président des fédéralistes européens. Il milite bien sûr contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union.

Timothy Kirkhope, pro-PNR



Il a défendu le dossier sur le registre européen de données de passagers, subissant revers sur revers. Mais sa loyauté envers Londres, favorable depuis les attentats de 2004 à la création d'un tel registre, n'a jamais faibli.

INSCRIVEZ-VOUS À LA NEWSLETTER
LE POINT

OK

EUROPE

- + [Sexisme : crise de nerfs autour des talons hauts en Angleterre](#)
- + [Elizabeth II se lâche sur des responsables chinois alors qu'elle est filmée](#)
- + [Agressions à Munich : le motif islamiste n'est pas établi](#)

+ [Espagne : Podemos s'allie avec l'extrême gauche pour les législatives](#)

AILLEURS SUR LE WEB

Contenus sponsorisés Outbrain



[La nouvelle copine de Cristiano Ronaldo se dévoile avec des magnifiques photos....](#)

PAUSE SPORT



[Sibérie : un stupéfiant bestiaire figé dans le pergélisol!](#)

GEO



[Passer sa retraite à l'étranger : voici ce que vous y gagnerez](#)

CAPITAL



[Les 25 briseuses de couple les plus célèbres](#)

VIE PRATIQUE



[Les 5 erreurs à ne pas faire quand on apprend une langue étrangère](#)

BABEL



[Les plus belles jambes du monde](#)

MAQUILLAGE.COM

L'abonnement 100% numérique + La tablette KLIPAD Pour **1€90** /semaine J'en profite ▶

À NE PAS MANQUER

2 COMMENTAIRES

Ce service est réservé aux abonnés.

[Abonnez-vous à partir de 1€](#)

Par ubu22 le 10/05/2016 à 16:35

Bravo au premier commentaire

Il y a longtemps que les Anglais ont compris que le "lobbying" ne pouvait exister que dans les négociations type "marchands de tapis". Ils sont tout simplement logiques.

Lors du dernier conflit européen, la lecture des mémoires de guerre démontre de manière nette que l'usage de la duplicité de fausses nouvelles pour maîtriser la situation leur était très familière et le lobbying est un art pour eux, confirmé dans l'article.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par furlukin le 09/05/2016 à 15:58

80% de nos lois sont votées au niveau européen

C'est pourquoi les Britanniques, pragmatiques et prosaïques, y ont délégué parmi les plus compétents et les plus combatifs de leurs représentants, qui depuis le début se battent pied à pied pour défendre leurs intérêts nationaux.

En France, c'est globalement le contraire, puisqu'il s'agit souvent de fonctions de compensation ou cumulatives et donc de gens peu motivés, dont l'absentéisme fut longtemps notoire. J'espère qu'après les nouveaux règlements sur la présence, nous sommes un peu mieux visibles, sinon mieux défendus.

Quand on pense qu'une carrière d'absentéiste européen ne vous pénalise pour aucune fonction nationale et vice-versa, les exemples de conscience professionnelle britannique ou scandinaves nous font rêver.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) 



Pas encore abonné ?

Offrez(-vous) un abonnement au Point
et une tablette Klipad, pour 1,90€ par semaine seulement.

J'en profite ►